

*Questions orales*

**M. Nickerson:** Madame le Président, comme le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources semble frappé d'un type tout à fait particulier de surdité aujourd'hui . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Nickerson:** . . . j'adresserai ma question supplémentaire au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

**Une voix:** Quelle est votre explication?

**M. Nickerson:** Tout d'abord, je me demande si le ministre pourrait faire intervenir ses services, spécialement le bureau récemment créé à Yellowknife, pour faire en sorte que les rapports de ce genre concernant la région pour laquelle il a des responsabilités ministérielles régionales soient diffusés dans le Nord en même temps qu'à Ottawa.

Deuxièmement, le ministre sait-il qu'une décision doit intervenir à bref délai sur cette question, afin d'en maximiser les avantages pour la population du Nord, aussi bien en matière d'emploi que pour les possibilités que cela ouvre aux entreprises?

Troisièmement l'ONE a parlé dans son rapport des moyens financiers supplémentaires dont le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest va avoir besoin pour assurer les services territoriaux et municipaux nécessités par les grands travaux de ce genre. Est-ce que le ministre s'est penché sur cette question?

**M. Munro (Hamilton-Est):** Madame le Président, je donne au député l'assurance que tous les facteurs dont il a parlé en Chambre aujourd'hui vont être pris en compte avant que n'intervienne la décision gouvernementale.

\* \* \*

### LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

#### L'OPPOSITION DES ÉPICIERS ET DES PETITS ENTREPRENEURS

**M. Bill Domm (Peterborough):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme). Elle fait suite à une question que je lui ai posée le 13 avril et qui figure à la page 9199 du hansard. Je lui avais demandé s'il tiendrait enfin compte des inquiétudes qu'inspirent aux dirigeants de petites entreprises canadiennes la conversion forcée au système métrique. Dans sa réponse, le ministre avait affirmé parler au nom des dirigeants de petites entreprises et avait dit que selon les témoignages qu'il avait recueillis, ils étaient favorables à cette mesure et que les petites entreprises du Canada «profiteront énormément de la mise en œuvre du système métrique au Canada».

Puisque 4,000 membres de la Canadian Federation of Retail Grocers et 3,800 membres de la Canadian Organization of Small Business, sans parler de toutes les chaînes d'alimentation implantées au Canada, sont opposés à la conversion au système métrique, le ministre reviendra-t-il sur la réponse qu'il a donnée à ma question le 13 avril et admettra-t-il que la majorité des Canadiens ne veulent pas qu'on les force à adopter le système métrique dès le 1<sup>er</sup> janvier 1982?

**Des voix:** Bravo!

[Français]

**L'hon. Charles Lapointe (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Madame le Président, non seulement je ne rétracterai pas la réponse que j'ai donnée précédemment, mais j'aimerais informer la Chambre que, probablement comme l'a fait l'honorable député, j'ai moi-même eu l'occasion d'assister à une réunion fort fructueuse avec le président de la Fédération canadienne des épiciers de détail, de même qu'avec le président de l'Organisation canadienne des petites entreprises. La discussion que nous avons eue est loin de m'avoir indiqué que ces deux organismes sont opposés à la métrisation des balances dans le commerce des aliments de détail, mais au contraire, ils m'ont indiqué qu'ils reconnaissent l'inévitabilité de cette conversion. Ils me demandaient tout simplement d'étudier, en collaboration avec eux, la possibilité d'établir un autre échancier et de trouver certains moyens pour faciliter cette conversion.

● (1450)

[Traduction]

#### LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DU SYSTÈME MÉTRIQUE

**M. Bill Domm (Peterborough):** Ma question supplémentaire découle de la déclaration du ministre d'État chargé de la Petite entreprise qui proclame inévitable la conversion au système métrique. J'adresse ma question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Celui-ci pourrait-il examiner la composition du groupe de travail chargé des balances dans le commerce des aliments au détail avant qu'il ne se réunisse mardi prochain, et confirmer à la première occasion à la Chambre que ce comité de la Commission du système métrique se compose d'une majorité de représentants de fabricants étrangers de balances métriques: ces fabricants y comptent en effet plus de représentants que n'en compte le secteur du commerce des aliments au détail. Après avoir examiné cette question, le ministre pourrait-il expliquer à la Chambre comment il se fait que les sociétés multinationales fabricantes de balances comptent au sein de la Commission davantage de voix que les représentants du commerce des aliments au détail pour se prononcer sur cette question?

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Madame le Président, mon collègue le ministre d'État chargé de la Petite entreprise et moi-même travaillons en relations étroites à l'application de ce programme . . .

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Voilà qui explique le problème.

**M. Gray:** . . . compte tenu des besoins des consommateurs et des petites entreprises et de l'intérêt de l'économie canadienne; je suis très heureux de continuer à l'appuyer dans ces efforts qui serviront à long et à court termes les intérêts du secteur de la petite entreprise comme de l'économie en général, et qui renforceront notre capacité globale d'affronter la concurrence sur les marchés mondiaux.